

Table des matières

Liste des abréviations	13
Préface	17
A. Fonction de l'expertise médicale – Mission de l'expert	19
I. Considérations générales	19
II. La perspective médicale	20
1. Relation médecin-patient	20
2. Méthodologie	22
3. Conditions	23
4. Rédaction du rapport d'expertise	24
III. La perspective juridique	25
1. Aspects fondamentaux	25
2. Moyens de preuve en droit des assurances sociales	27
3. Tâches du médecin	27
4. Principe de la libre appréciation des preuves	28
5. Lignes directrices de l'appréciation des preuves	29
B. Modalités de l'expertise médico-assurantielle	31
I. Cadre et aspects juridiques formels du mandat d'expertise	31
1. Introduction générale	31
2. Instruction d'office et obligation de collaborer de l'assuré	31
3. Mise en œuvre de l'expertise et droits de participer de l'assuré	32
a) Choix de l'expert, type et ampleur de l'examen	32
b) Moment de l'expertise	34
c) Droits de participation de l'assuré, possibilités de contestation	35
d) Mandat d'expertise judiciaire	36

4. Mandat d'expertise en pratique	36
a) Généralités	36
b) Liste de contrôle	36
c) Bases	37
aa) Intégralité du dossier	37
bb) Déclarations de tiers et surveillance	38
cc) Formulation des questions	38
dd) Coordination	38
5. Expertisés de langue étrangère	39
6. Protection des données	40
a) Droits protégés de l'expertisé	40
b) Conduite licite de l'assureur et de l'expert	41
aa) Principe de licéité (art. 4, al. 1, LPD)	42
bb) Principe de la bonne foi (art. 4, al. 2, LPD)	43
cc) Principe de proportionnalité (art. 4, al. 2, LPD)	43
dd) Principe de finalité (art. 4, al. 3, LPD)	44
ee) Principe de l'exactitude des données (art. 5 LPD)	44
ff) Droit d'accès (art. 8 LPD)	44
c) Secret médical et procurations	45
d) Expertises sur pièces, en particulier dans l'assurance responsabilité civile	45
e) Echange d'informations entre assureurs	46
II. Mandant et mandat	47
1. Considérations générales	47
a) Situation litigieuse	47
b) Concision du mandat, questions de fait et non de droit	48
c) Nombre de questions	50
d) Questions standard?	50

2. Pièges à éviter lors de la formulation des questions	50
a) En rapport avec la notion de capacité de travail	50
b) En rapport avec la notion d'incapacité de travail	51
c) Autres questions	52
III. Structure de l'expertise	52
1. Données de base	53
2. Antécédents selon les pièces du dossier	53
3. Renseignements fournis par l'assuré	53
4. Constats faits lors de l'examen	54
5. Résultats des examens complémentaires (laboratoire, radiographies, ECG, EEG, secondes opinions, tests psychologiques, etc.)	54
6. Informations fournies par des tiers / anamnèse par un tiers	54
7. Diagnostic / diagnostic différentiel	54
8. Appréciation du point de vue de la médecine des assurances	54
9. Synthèse	55
10. Réponse aux questions	55
IV. Examen médical de l'activité ménagère	57
1. Considérations générales	57
a) Sous l'angle du droit de la responsabilité civile	57
b) Sous l'angle du droit des assurances sociales	57
2. Evaluation de la limitation en matière d'activités ménagères	58
a) Evaluation du préjudice ménager en droit de la responsabilité civile	58
b) Examen de la limitation en matière d'activités ménagères par l'assurance-invalidité	60

C. Notions	62
I. Incapacité de travail	62
1. Considérations générales	62
2. Sous l'angle de la médecine	62
3. Sous l'angle du droit	64
II. Constat	65
III. Maladie professionnelle	67
IV. Degré de preuve	69
V. Caractère durable	71
1. Sous l'angle de la médecine	71
2. Sous l'angle du droit	71
VI. Diagnostic	72
VII. Incapacité de gain	74
1. Définition	74
2. Distinctions	75
a) Par rapport à l'incapacité de travail	75
b) Par rapport à l'incapacité de gain conditionnée par le marché du travail	76
VIII. Expertise	77
IX. Atteinte à l'intégrité	78
X. Invalidité	80
1. Considérations générales	80
2. Dans les assurances sociales	80
a) Droit à une rente d'invalidité	80
b) Droit à des moyens auxiliaires et à l'allocation pour impotent	82
3. Dans les assurances privées	82
4. En droit de la responsabilité civile	83

XI. Facteurs exogènes	83
1. Considérations générales	83
2. Sous l'angle de la médecine	83
3. Sous l'angle du droit	84
XII. Causalité	86
1. Lien de causalité naturelle	86
2. Lien de causalité adéquate	87
a) Principe et cas normal	87
b) En cas de troubles psychiques consécutifs à un accident («psycho-praxis»)	88
c) En cas de traumatismes de type «coup du lapin»	89
3. Différence d'avec le droit de la responsabilité civile	90
XIII. Comorbidité	92
1. Sous l'angle de la médecine	92
2. Sous l'angle du droit	92
XIV. Maladie	93
1. Considérations générales	93
2. Sous l'angle de la médecine	93
a) Perception subjective et perception objective	93
b) Perception sociale	94
3. Sous l'angle du droit	95
4. Synthèse de la notion médicale et de la notion juridique de maladie	96
XV. «Avec ou sans valeur de maladie»	98
1. Sous l'angle de la médecine	98
2. Sous l'angle du droit	98
XVI. Objectivité sous l'angle de la médecine	98
XVII. Objectivité et objectivabilité sous l'angle du droit	100

XVIII. Obligation de réduire le dommage	102
1. Considérations générales	102
2. Sous l'angle de la médecine	102
3. Sous l'angle du droit	102
XIX. Syndrome et trouble	103
1. Syndrome	103
2. Trouble	104
XX. Lésions corporelles assimilées à un accident	106
XXI. Accident	107
XXII. Capacité de discernement au sens médical et juridique	109
1. Age	109
2. Réalisation fautive du risque	111
a) Suicide	111
b) Autres cas	113
3. Investigations complémentaires ou mesures de réinsertion	114
4. Preuve	114
XXIII. Exigibilité	115
1. Notion juridique	115
2. Critères médicaux	116
a) Considérations générales	116
b) Exigibilité en cas de troubles somatiques	116
c) Exigibilité en cas de troubles psychiques	117
d) Exigibilité des mesures diagnostiques et thérapeutiques	119

D. Rôle possible de la Classification internationale du fonctionnement, du handicap et de la santé (CIF) dans l'évaluation de la capacité fonctionnelle	120
I. Introduction	120
II. Qu'est-ce que la CIF?	122
1. Historique de la CIF	122
2. Définitions relatives à la capacité fonctionnelle, au handicap et à la santé	123
3. Définitions des facteurs contextuels	124
III. Application de la CIF	126
1. La CIF dans le contexte de l'expertise médicosociale	126
2. Forces et limites de la CIF	127
3. Défi de l'inscription de la CIF dans le domaine de l'expertise	127
IV. Valeur ajoutée de la CIF dans la procédure d'expertise	128
1. Sous l'angle de la médecine	128
2. Sous l'angle du droit	130
3. La CIF à l'articulation du diagnostic et de l'incapacité de travail	131
a) Intégration de la méthodologie de la CIF dans l'appréciation de la capacité de travail	131
b) Rôle des critères médico-assurantiels obligatoires (critères normatifs)	132
c) Proposition en faveur d'une détermination intelligible de la capacité de travail	133
V. Exemples de conclusions d'expertises	137
1. Trouble psychique	137
2. Trouble somatique	137
VI. Perspectives	138

Annexe à B.II.1. d) Questions standard?	139
a) En cas de premier octroi de rente en vertu de la LAI	139
b) En cas de révision d'une rente d'invalidité LAI	139
c) En cas de syndromes non objectivables	140
d) En cas d'occupation à temps partiel	141
e) Cas particuliers de causalité	142
aa) Dans l'assurance-accidents	142
bb) Dans l'assurance responsabilité civile	142
f) Pour la détermination du préjudice ménager	143
aa) Examen dans le cadre d'une ECFM	143
bb) Examen avec questions formulées	144
Bibliographie	147
1. Littérature générale	147
2. Littérature sur la CIF	150
Les coauteurs et leurs fonctions	151